

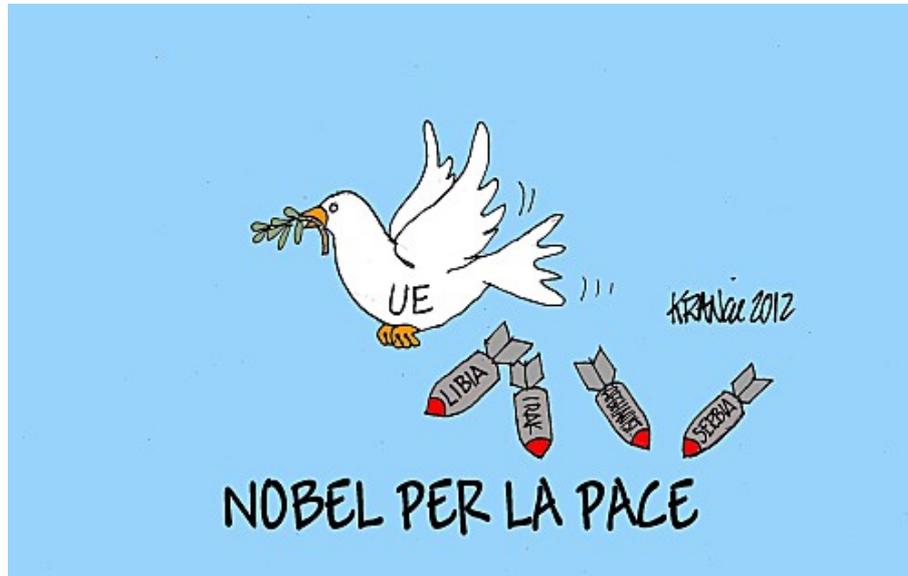
Une historienne éclaire l'absurdité du Prix Nobel de la paix attribué à l'UE

- Actualité politique internationale - Europe -

Date de mise en ligne : samedi 8 décembre 2012

Description :

Interview de l'historienne Annie Lacroix-Riz par la Revue Bastille-République-Nations

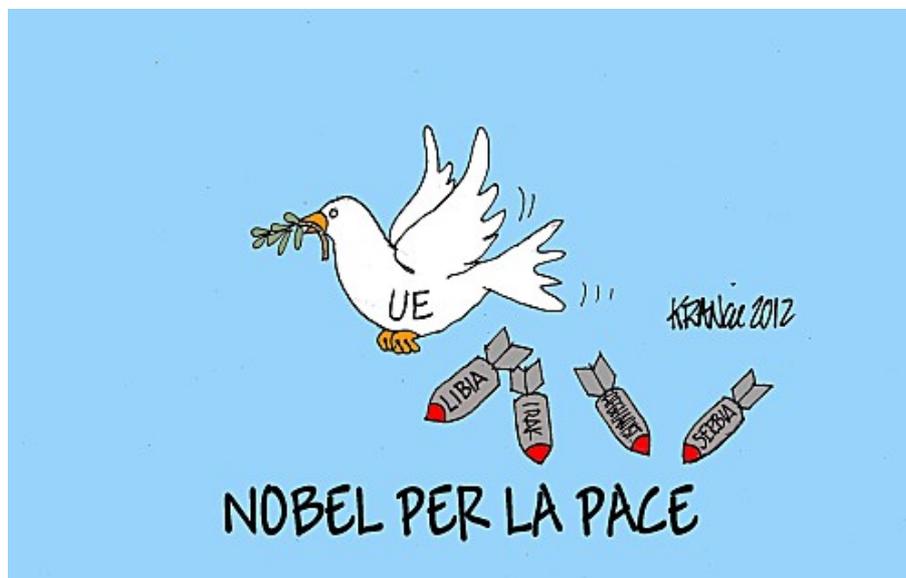


Repris de <http://www.michelcollon.info/>

Annie Lacroix-Riz, historienne, est professeur émérite d'histoire contemporaine ? l'Université Paris-VII - Denis Diderot. Auteur de nombreux ouvrages, elle a notamment étudié les origines et les parrains de la Communauté européenne (lire en particulier : L'intégration européenne de la France : la tutelle de l'Allemagne et des États-Unis, Paris, Le Temps des Cerises, 2007). Lorsque jury Nobel de la paix a annoncé le 12 octobre que son choix se portait cette année sur l'Union européenne, BRN a souhaité recueillir sa réaction et son éclairage.

6 décembre 2012

Annie Lacroix-Riz, historienne, est professeur émérite d'histoire contemporaine ? l'Université Paris-VII - Denis Diderot. Auteur de nombreux ouvrages, elle a notamment étudié les origines et les parrains de la Communauté européenne (lire en particulier : L'intégration européenne de la France : la tutelle de l'Allemagne et des États-Unis, Paris, Le Temps des Cerises, 2007). Lorsque jury Nobel de la paix a annoncé le 12 octobre que son choix se portait cette année sur l'Union européenne, BRN a souhaité recueillir sa réaction et son éclairage.



Interview publiée dans le mensuel Bastille-République-Nations daté du 29/10/12

Bastille-République-Nations - L'Union européenne s'est vu décerner cette année le Prix Nobel de la paix. Quelle a été votre première réaction à l'annonce du jury d'Oslo ?

Annie Lacroix-Riz - L'information pouvait d'abord être prise pour un canular. Mais dans notre univers de l'absurde, une telle distinction est dans la droite ligne des choix du jury Nobel dans la dernière période. Cette décision n'en bat pas moins des records de ridicule, tant au regard des pratiques actuelles que des origines de l'UE.

BRN - Des pratiques actuelles que vous jugez bellicistes...

ALR - Pour l'heure, elle joue le rôle de petit soldat de l'OTAN, comme elle l'a fait dès sa naissance. L'UE en tant que telle ou nombre de ses membres sont impliqués dans quasiment toutes les guerres dites périphériques depuis vingt ans.

BRN - Cependant, en tant qu'historienne, vous insistez plus particulièrement sur les origines tout sauf pacifiques de l'UE. Pourriez-vous préciser cette analyse ?

ALR - Les archives, sources par excellence de la recherche historique, permettent seules de décortiquer ses véritables origines et objectifs, qui excluent la thèse d'une prétendue « *dérive* » récente de l'UE, dont on nous rebat les oreilles.

BRN - Vous évoquez en particulier la « déclaration Schuman », du 9 mai 1950, souvent décrite comme l'acte fondateur de l'« aventure européenne »...

ALR - Oui, et ses circonstances précises méritent examen. Le lendemain même - le 10 mai 1950, donc - devait avoir lieu à Londres une très importante réunion de la jeune OTAN (organisation de l'Alliance atlantique, elle-même fondée un an plus tôt). A l'ordre du jour figurait le feu vert officiel au réarmement de la République fédérale d'Allemagne (RFA), que Washington réclamait bruyamment depuis deux ans (1948). Les structures et officiers de la Wehrmacht avaient été maintenus dans diverses associations de façade.

Mais quatre ans après l'écrasement du nazisme, un tel feu vert atlantique était quasi impossible à faire avaler aux populations, en France notamment. La création de la Communauté du charbon et de l'acier (CECA) annoncée par le ministre français des Affaires étrangères Robert Schuman a ainsi permis d'esquiver ou de retarder l'annonce officielle, requise par les dirigeants américains, du réarmement en cours.

BRN - Qu'est-ce qui motivait cette stratégie américaine ?

ALR - Dès mars 1947, dans son célèbre « discours au Congrès », le président Truman demanda des crédits pour sauver la Grèce et la Turquie « attaquées », forcément par l'URSS (dont le nom n'était pas prononcé). Ce faisant, il entamait un grand encerclement politico-militaire de cette dernière. De fait, c'est entre 1942 et 1945 que Washington avait préparé l'affrontement futur contre ce pays, pour l'heure allié militaire crucial pour vaincre l'Allemagne [\[1\]](#). Une pièce majeure de cet affrontement était la constitution d'une Europe occidentale intégrée.

BRN - Ce sont donc les dirigeants américains qui ont poussé à l'intégration européenne ?

ALR - Oui. Washington entendait imposer une Europe unifiée sous tutelle de la RFA, pays dont les structures capitalistiques étaient les plus concentrées, les plus modernes, les plus liées aux États-Unis (qui y avaient investi des milliards de dollars dans l'entre-deux-guerres) et les moins détruites (80% du potentiel industriel était intact en 1945). Cette Europe serait dépourvue de toute protection à l'égard des exportations et des capitaux américains : les motivations des dirigeants d'outre-Atlantique étaient non seulement géostratégiques mais aussi économiques.

BRN - Comment ces derniers s'y sont-ils pris ?

ALR - Ils ont harcelé leurs alliés ouest-européens, pas vraiment enthousiastes à l'idée d'être aussi vite réunis avec l'ennemi d'hier. Et ils ont sans répit usé de l'arme financière, en conditionnant l'octroi des crédits du « Plan Marshall » à la formation d'une « entité » européenne intégrée, condition clairement formulée par le discours de Harvard du 5 juin 1947.

BRN - Mais quel était l'état d'esprit des dirigeants ouest-allemands ?

ALR - De 1945 à 1948, avant même la création officielle de la RFA, ils n'ont eu de cesse de se poser en « meilleurs élèves de l'Europe », suivant une stratégie mûrement calculée : toute avancée de l'intégration européenne équivalait à un effacement progressif de la défaite, et constituait un gage de récupération de la puissance perdue. Ainsi ressurgissait le thème de l'« égalité des droits » de l'après-guerre précédent.

BRN - Voilà une affirmation audacieuse...

ALR - C'était l'analyse des diplomates français d'alors, en poste en général depuis l'avant-guerre et lucides sur ce qu'ils ressentaient comme un péril, comme le montrent leurs notes et mises en garde officieuses. Car, officiellement, le discours était de saluer l'horizon européen radieux.

BRN - Pouvez-vous préciser cet « *effacement progressif de la défaite* » attendu par les élites de Bonn ?

ALR - Celles-ci ont vite obtenu l'abandon des limitations de production imposées par les accords de Yalta et de Potsdam : en fait, dès 1945 dans les zones occidentales ; en droit, dès le lancement publicitaire du Plan Marshall, à l'été 1947. Les dirigeants ouest-allemands ont repris le discours d'entre-deux-guerres de Gustav Stresemann (ministre des Affaires étrangères de 1923 à 1929) et du maire de Cologne Adenauer : les « *accords de Locarno* » (1925) garantissent - sur le papier - les frontières occidentales de l'Allemagne (pas les orientales), motivant l'attribution à Stresemann, en 1926, et à son collègue français Briand... du Prix Nobel de la paix.

Berlin entonna le refrain du rapprochement européen avec pour condition expresse l'égalité des droits (« Gleichberechtigung »). C'est à dire l'abandon des clauses territoriales et militaires du traité de Versailles : récupération des territoires perdus en 1918 (et Anschluss prétendument « *européen* » de l'Autriche), et levée de l'interdiction des industries de guerre.

BRN - Peut-on pour autant établir le parallèle avec la RFA d'après la seconde guerre mondiale ?

ALR - Le diplomate français Armand Bérard câble à Schuman en février 1952 que Konrad Adenauer (premier chancelier de la RFA, de 1949 à 1963) pourra, en s'appuyant sur la « *force supérieure (mise...) en ligne* » par les Américains contre l'URSS, contraindre celle-ci « *à un règlement dans lequel elle abandonnera les territoires d'Europe centrale et orientale qu'elle domine actuellement* » (RDA et Autriche incluses). Extraordinaire prévision de ce qui se réalisa près de quatre décennies plus tard...

BRN - Si l'on reprend votre analyse, l'Union européenne a donc été lancée sur injonction américaine, et soutenue avec détermination par les dirigeants ouest-allemands pour leurs objectifs propres...

ALR - Oui, ce qui nous place à des années-lumière des contes à l'eau de rose en vogue sur les « *pères de l'Europe* » taraudés par le « *plus jamais ça* » et exclusivement soucieux de construire l'« *espace de paix* » que les jurés Nobel ont cru bon d'honorer. A cet égard, il faut prendre en compte d'autres acteurs, au rôle déterminant dans l'intégration européenne.

BRN - Le Vatican ?

ALR - On évoque peu son rôle géopolitique dans la « *construction européenne* » du XXe siècle, mais après la seconde guerre mondiale, les dirigeants américains l'ont, encore plus qu'après la première, considéré comme un auxiliaire crucial. En outre, depuis la fin du XIXe siècle, et plus que jamais depuis la Première Guerre mondiale avec Benoît XV (pape de 1914 à 1922), les liens entre Reich et Vatican ont façonné le continent (Est compris), comme je l'ai montré dans l'ouvrage *Le Vatican, l'Europe et le Reich*. Globalement avec l'aval des États-Unis - sauf quand les rivalités (économiques) germano-américaines devenaient trop fortes. De fait, les relations du trio se compliquent quand les intérêts des dirigeants d'Outre-Atlantique et d'Outre-Rhin divergent trop. Dans ce cas, la préférence du Vatican va toujours à l'Allemagne. Le maximum de tension a donc été atteint au cours des deux guerres mondiales.

BRN - Précisément, vous décrivez une Europe voulue par Washington et Bonn (puis Berlin). Mais ces deux puissances n'ont pas nécessairement des intérêts qui coïncident...

ALR - Absolument. Et ces contradictions, perceptibles dans les guerres des Balkans de 1992 à 1999 (Michel Collon l'a écrit dans son ouvrage de 1997, *Le grand échiquier*), s'intensifient avec l'aggravation de la crise. Raison supplémentaire pour douter des effets « *pacifiques* » de l'intégration européenne.

BRN - Celle-ci est également promue par des dirigeants d'autres pays, comme la France.

ALR - François Bloch-Lainé, haut fonctionnaire des Finances devenu grand banquier, fustigeait en 1976 la grande bourgeoisie toujours prompte à « *exploiter les malheurs de la patrie* ». Du Congrès de Vienne (1815) à la Collaboration, en passant par les Versaillais s'alliant avec le chancelier prussien Bismarck contre la Commune, du modèle allemand d'avant-guerre au modèle américain d'après-guerre, cette classe dirigeante cherche à l'étranger un « *bouclier socio-politique* » contre son peuple.

BRN - Ce serait également une fonction de l'Union européenne

ALR - Essentielle, et d'origine. Lors de la mise en oeuvre en 1954 de la CECA, un haut fonctionnaire français se félicitait ainsi que « *l'Europe* » eût enfin permis au ministère des finances de liquider des subventions qui réduisaient le prix des produits de première nécessité. La citation précise mérite d'être rappelée : « *la différence essentielle réside dans le fait que la politique européenne s'appuie sur l'alibi que constitue, vis à vis des intérêts particuliers, l'existence d'un organe "supranational", alors que la politique traditionnelle implique que les gouvernements s'imposent, et imposent à ces mêmes intérêts, la discipline indispensable.* »

Cela n'a été possible que parce que le ministre a pu en rejeter la responsabilité sur un organe supranational jouissant d'une certaine indépendance par rapport au gouvernement ». Près de 60 ans plus tard, l'Europe offre « *l'alibi* » de ses institutions « *indépendantes* » - comme la Banque centrale européenne - pour soustraire des décisions de chaque fraction nationale du grand capital au contrôle et à la colère de son peuple. Remarquable continuité, qui n'incite pas à l'optimisme sur la garantie « *européenne* » de la paix...

Repris de <http://www.michelcollon.info/>

[1] Sherry Michael, *Preparation for the next war, American Plans for postwar defense, 1941-1945*, New Haven, Yale University Press, 1977 ; *The rise of American Air Power : the creation of Armageddon*, New Haven, Yale University Press, 1987 ; *In the shadow of war : the US since the 1930's*, New Haven, Yale University Press, 1995.